

PREFET DE LA SEINE-SAINT-DENIS

Direction du Développement Durable  
et des Collectivités Locales  
Bureau de l'environnement  
DDDCL/BE/93S1100095A

Arrêté préfectoral complémentaire n° 2014-3415 du 05 décembre 2014  
relatif à la cessation d'activité de la société GRAFITIX INDUSTRIES  
au 3/7, rue des Carrières à Epinay-sur-Seine

Le Préfet de la Seine-Saint-Denis  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment le titre 1<sup>er</sup> du Livre V ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 novembre 1982, complété par l'arrêté préfectoral du 25 octobre 1995, réglementant les activités de formulation et conditionnement de produits chimiques de la société LAFORGE ET CIE sise 3/7 rue des Carrières à Epinay-sur-Seine ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 08-3299 du 23 octobre 2008 mettant à jour la réglementation applicable aux activités exploitées par les sociétés LAFORGE et GRAFITIX INDUSTRIES au 3/7, rue des Carrières à Epinay-sur-Seine ;

Vu le jugement du Tribunal de Commerce de Bobigny du 11 juillet 2012 nommant Maître Pascal BALLY, mandataire liquidateur de la société GRAFITIX INDUSTRIES, entraînant la cessation des activités de l'entreprise à cette date ;

Vu la cessation d'activité au 11 juillet 2012 de la société GRAFITIX INDUSTRIES, suite à la mise en liquidation judiciaire de la société ;

Vu le mémoire de clôture du site industriel de la SAS GRAFITIX INDUSTRIES transmis le 8 juillet 2013 par Maître Pascal BALLY ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 24 septembre 2014, proposant de demander à Maître Pascal BALLY, par arrêté préfectoral complémentaire, de transmettre un mémoire de réhabilitation du site, tel que prévu à l'article R.512-39-3 du code de l'environnement, comportant a minima un diagnostic des pollutions des sols et le cas échéant, de la nappe et les travaux de dépollution envisagés ;

Vu l'avis favorable du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques émis lors de la séance du 12 novembre 2014 ;

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté l'absence de mise en sécurité du site, lors de sa visite des installations classées de la société GRAFITIX INDUSTRIES du 28 août 2014, par le maintien sur place de déchets dangereux et de produits potentiellement dangereux déjà constatés le 11 juillet 2012, malgré les demandes préfectorales des 31 août 2012 et 5 mars 2013 ;

Considérant que les activités de la société GRAFITIX INDUSTRIES de stockage et mélange de produits dangereux (acides, liquides inflammables, chlorure de méthylène, etc.) ont pu causer une pollution des sols et de la nappe ;

Considérant que Maître Pascal BALLY n'a pas transmis d'éléments d'information relatifs à la remise en état du site ;

Considérant qu'il convient de connaître l'état de pollution des sols afin d'envisager les travaux de dépollution nécessaires ;

Considérant que l'exploitant a eu connaissance des conclusions du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques le 17 novembre 2014 ;

Considérant qu'il convient de garantir la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Saint-Denis,

## ARRETE

**Article 1 :** La société GRAFITIX INDUSTRIES, représentée par Maître Pascal BALLY, mandataire liquidateur, devra transmettre, sous un délai de trois mois, un mémoire de réhabilitation du site, tel que prévu à l'article R.512-39-3 du code de l'environnement, comportant a minima un diagnostic des pollutions des sols et le cas échéant, de la nappe et les travaux de dépollution envisagés.

**Article 2 :** Le présent arrêté sera notifié à Maître Pascal BALLY, par lettre recommandée avec avis de réception.

**Article 3 :** En cas d'inobservation, par l'exploitant, des dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application des sanctions prévues à l'article L.171-8 du code précité, relatif au contrôle et contentieux des installations classées.

**Article 4 :** Une copie du présent arrêté sera adressée au maire d'Epinais-sur-Seine pour affichage.

**Article 5 :** *Article 5 : Voies et délais de recours (article R.514-3-1 du code précité) : la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Montreuil :*

1/ par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de **deux mois** qui commence à courir le jour où ledit arrêté a été notifié.

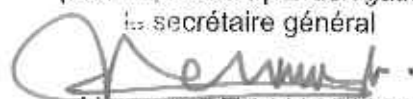
2/ par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage dudit arrêté.

**Ces délais ne font pas obstacle à l'exécution de la décision, même en cas de recours gracieux ou hiérarchique.**

**Article 6 :** Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Saint-Denis, la sous-préfète de Saint-Denis, le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie et le maire d'Epinay-sur-Seine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera publiée au bulletin d'informations administratives de la préfecture de la Seine-Saint-Denis.

Le Préfet,

pour le préfet et par délégation  
le secrétaire général

  
Hugues BESANCENOT